

**COMMISSION DE LITIGES
VOYAGES ASBL**

**RAPPORT ANNUEL
2010**

Commission de Litiges Voyages asbl

North Gate III

Bd. du Roi Albert II, 16

1000 Bruxelles

TEL: 02/277.62.15

FAX: 02/277.91.00

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE DE LA PRÉSIDENTE.....	3
<u>PARTIE I : GÉNÉRAL</u>	5
- 1. INTRODUCTION.....	6
- 2. OBJET	7
○ 2.1. INSTAURATION.....	7
○ 2.2. OBJET.....	7
- 3. GESTION.....	8
○ 3.1. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	8
○ 3.2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
○ 3.3. LE BUREAU.....	10
○ 3.4. LE SECRÉTARIAT.....	10
- 4. FINANCES.....	11
<u>PARTIE II : ARBITRAGE</u>	12
- 1. MÉTHODE.....	13
○ 1.1. COMPÉTENCE.....	13
○ 1.2. FONCTIONNEMENT/PROCÉDURE.....	13
- 2. LE COLLÈGE ARBITRAL.....	15
- 3. CONTACTS AVEC LA COMMISSION.....	16
○ 3.1. LE COURRIER.....	16
▪ 3.1.1 LES DEMANDES D'INFORMATION.....	16
▪ 3.1.2 LES DOSSIERS IRRECEVABLES.....	16
○ 3.2. LES APPELS TÉLÉPHONIQUES.....	17
- 4. L'ARBITRAGE EN 2010.....	18
○ 4.1. EN GÉNÉRAL.....	18
○ 4.2. NATURE DES LITIGES TRAITÉS EN 2010.....	20
▪ 4.2.1. QUALITÉ DU SÉJOUR.....	22
▪ 4.2.2. RETARDS OU MODIFICATIONS DE TRANSPORT.....	22
▪ 4.2.3. AU MOINS 2 ÉLÉMENTS DE LITIGES.....	22

▪ 4.2.4. EXCURSIONS, CIRCUITS GUIDES.....	22
▪ 4.2.5. ANNULATION.....	22
▪ 4.2.6. CONCLUSION DU CONTRAT.....	23
▪ 4.2.7. CARTE D'IDENTITÉ ET VISA	23
▪ 4.2.8. SURRÉSERVATION.....	23
▪ 4.2.9. AUTRES.....	23
○ 4.3. RÉPARTITION LINGUISTIQUE.....	24
○ 4.4. DOSSIERS TRANSFRONTALIERS.....	24
○ 4.5. AVOCATS.....	24
○ 4.6. SENTENCES.....	24
<u>PARTIE III : PROCEDURE DE CONCILIATION</u>	26
- 1. INSTAURATION.....	27
- 2. OBJET.....	27
- 3. COMPÉTENCE.....	27
- 4. CARACTÉRISTIQUES.....	28
- 5. PROCÉDURE.....	29
○ 5.1 1 ^{ER} CONTACT.....	29
○ 5.2 L'ACCORD DE CONCILIATION.....	29
○ 5.3 LE PAIEMENT DES FRAIS.....	30
○ 5.4 LE CONCILIEUR.....	30
○ 5.5 LA NÉGOCIATION.....	30
○ 5.6 L'ACCORD FINAL.....	31
- 6. FINANCEMENT.....	31
- 7. RÉSULTATS POUR L'ANNÉE 2010.....	32

PRÉFACE DE LA PRÉSIDENTE

Comme chaque année, et suite à la publication de son rapport annuel, il est temps de faire le bilan de l'activité de la Commission de Litiges Voyages a.s.b.l.

Le but de cette Commission de Litiges Voyages est de traiter les litiges entre voyageurs d'une part et intermédiaires de voyages et/ou organisateurs de voyages d'autre part.

Cela se fait par le biais d'une procédure de conciliation ou par le biais d'un collège arbitral.

En ce qui concerne la *procédure d'arbitrage*, seulement 85 litiges ont été traités par les collèges arbitraux en 2010 (contre 152 litiges en 2009).

65 % de ceux-ci étaient des dossiers francophones, 35 % étaient des dossiers néerlandophones¹.

Trouver une explication pour cette importante diminution de litiges n'est pas simple.

Peut-être est-ce dû à un concours de circonstances. Les raisons principales semblent être d'une part la crise économique à cause de laquelle moins de personnes ont voyagé en 2009 et 2010 et les efforts fournis par les organisateurs et les intermédiaires de voyage d'autre part pour régler toutes éventuelles plaintes autant que possible à l'amiable.

La plupart des litiges en 2010 concernaient la qualité du séjour (42 %). Concrètement, il s'agissait par exemple des plaintes suivantes : il y avait des travaux dans l'hôtel, il n'y avait pas de pataugeoire, absence d'animation, les repas étaient médiocres, les chambres étaient sales, il n'y avait pas de balcon, ce n'était pas le type de chambre réservé, ...

Loin derrière, suivent les litiges sur les retards ou modifications de transport (11%), les litiges de plus d'un élément de plainte (9%), les litiges sur les circuits et excursions (8%), les litiges concernant les annulations (6%), les litiges sur la conclusion du contrat (6 %), les litiges sur les cartes d'identités et visa (5%) et sur la surréservation (3 %).

Et puis il y a encore 9% d'autres plaintes (problèmes de bagages, de location de voiture, etc...).

Ce qui frappe c'est l'importante diminution des plaintes concernant les retards et modifications de transport (de 34% en 2009 vers 11% en 2010).

2010 a pourtant été l'année des péripéties autour de l'éruption du volcan Eyjafjallajökkel Islandais. Cette année, les collèges arbitraux de la CLV n'ont traité qu'un seul litiges à ce propos. Il est toutefois possible que d'autres plaintes semblables soient encore traitées en 2011. Mais en tout cas ce phénomène n'a pas engendré une arrivée massive de plainte à la CLV.

Sur les 85 litiges traités en 2010, la demande des plaignants a été entièrement ou partiellement acceptée dans environ 65% des cas.

¹ Les pourcentages et montants du texte ont été arrondis

Une compensation de € 789 a été accordée en moyenne par affaire.

Ce pourcentage important de dossiers déboutés ne s'explique pas uniquement par le fait que les collèges arbitraux n'ont pas considéré la partie adverse comme responsable : dans certains cas la CLV n'était pas compétente, dans d'autres la plainte a été introduite contre la mauvaise partie adverse (par exemple contre l'intermédiaire de voyage alors que c'est l'organisateur de voyage qui était responsable) et dans certains cas la plainte n'était pas suffisamment prouvée.

La diminution du nombre de litige en arbitrage s'explique également par la procédure de conciliation.

En 2010, le nombre de dossiers reçus pour la **procédure de conciliation** a également diminué: au cours de 2010 la Cellule Conciliation de la Commission des Litiges a traité 153 dossiers in (contre 219 en 2009), dont 91 ont été acceptés par la partie adverse (contre 120 en 2009).

Ce qui rend la procédure de conciliation si particulière est le grand pourcentage de réussite : des 57 dossiers qui ont été entièrement réglés en 2010, 51 dossiers ont débouché sur ce que l'on appelle une « transaction » : c.à.d. un accord entre les parties.

Comme chaque année, je souhaite remercier aussi bien le Ministre de l'Economie, le Ministre de la protection de la consommation, que le Ministre de la Justice pour le soutien financier et logistique qu'ils ont fourni en 2010 à la Commission des Litiges Voyages.

Enfin je souhaite insister sur le fait que cette aide financière reste indispensable pour la continuité de la Commission des Litiges Voyages.

Anne Moriau
26 mei 2011

PARTIE I
GÉNÉRAL

1. INTRODUCTION

Le but de la Commission de Litiges Voyages est de traiter les litiges entre voyageurs d'une part et intermédiaires de voyages et/ou organisateurs de voyages d'autre part.

Cela se fait par le biais d'une procédure de conciliation ou par le biais d'un collège arbitral.

Procédure de conciliation : Le conciliateur est un expert indépendant et impartial qui accompagnera et aidera les parties en cause afin d'arriver à un accord à l'amiable équitable.

Arbitrage : Le collège arbitral qui est composé paritairement d'arbitres représentant le secteur du voyage et d'arbitres représentant les consommateurs et qui est présidé par un président indépendant rend une décision contraignante et définitive.

L'asbl Commission de Litiges Voyages ne pourrait pas réaliser sa mission sans le soutien :

- des différentes associations : ABTO, ARCOPAR, BTO, FBAA, TEST-ACHATS, TRAVEL UNION, UPAV et VVR,
- du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie,
- et du Service Public Fédéral Justice.

Ces différents organismes consacrent chaque année une grande attention à la prévention des litiges. De même, les intermédiaires et organisateurs de voyages affiliés à l'une des 6 organisations professionnelles (ABTO, BTO, FBAA, TRAVEL UNION, UPAV et VVR) s'engagent à respecter scrupuleusement les conditions générales de la Commission de Litiges Voyages.

Malgré ces efforts un litige peut survenir. C'est pour cela que la CLV existe. Les deux procédures de celle-ci vous sont expliquées de A à Z dans une brochure d'information, au moyen d'exemples concrets.

Le présent rapport annuel comporte une description des objectifs et du mode de fonctionnement de l'asbl, il reflète sa composition et sa situation financière. Il comporte également des chiffres précis sur les litiges pour lesquels le collège arbitral fut saisi au cours de l'année 2010.

2. OBJET

2.1. INSTAURATION

La Commission de Litiges Voyages a été créée en 1983 par la VVR (Vereniging van Vlaamse Reisbureaus) et l'organisation de consommateurs Test-Achats. Les autres partenaires de la Commission de Litiges Voyages sont : Arcopar depuis 1987, l'ABTO (Association of Belgian Tour Operators), la BTO (Belgian Travel Organisation) et l'UPAV (Union Professionnelle des Agences de Voyages) depuis 1992, la FBAA (Fédération Belge des exploitants d'Autobus et d'Autocars et des Organismes de voyages) depuis 1993 et TRAVEL UNION depuis 2000. La Commission est également reconnue et soutenue par le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, depuis avril 1993. Elle est également subsidiée par le Service Public Fédéral Justice depuis 1999.

2.2. OBJET

Les membres actuels de l'asbl Commission de Litiges Voyages visent à atteindre une qualité optimale du secteur de voyages et à trouver une méthode simple mais efficace pour régler les litiges.

Le but principal de la Commission de Litiges Voyages est le règlement de ces litiges entre les consommateurs, d'une part, et les intermédiaires et/ou organisateurs de voyages d'autre part. Une description exhaustive du fonctionnement de la procédure d'arbitrage de l'asbl Commission de Litiges Voyages figure dans le point 1.2. de la 2^{ème} partie de ce rapport annuel (Fonctionnement/procédure : page 13). Le fonctionnement de la procédure de conciliation figure dans la 3^{ème} partie (page 27 et s.).

3. GESTION

La Commission de Litiges Voyages est une association sans but lucratif. Les premiers statuts ont été publiés au Moniteur Belge du 10 décembre 1983, les dernières modifications datent du 27 mai 2005.

3.1. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale est l'organe supérieur de l'asbl et est constituée de 2 collèges, à savoir : le collège C qui représente les consommateurs et le collège T qui représente le secteur des voyages. En 2010, les organisations étaient représentées par les personnes suivantes:

collège C

- pour Arcopar : Stefan Domen et Ilse Poels
- pour Test-Achats : Hans De Coninck, William Decoster et Anne Moriau

collège T

- pour l'ABTO : Veerle De Boeck, Geert Van de Velde et Dirk Van Holsbeke
- pour la BTO : Philippe Tilkin, Bernard Tuyttens et Erik Van Hoornycck
- pour la FBAA : Rudy Fransen, Geert Gaens et Yves Mannaerts
- pour TRAVEL UNION : Fabienne Dumont, Alain Kisiel et Sophie Roggeman
- pour l'UPAV : Hedy Hafsia, Marie Lebrun et Alain Varenne
- pour la VVR : Bart De Baere, Walter Raspoet et Antoon Van Eeckhout

Représentant du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie : Michel Allardin

Au cours de l'exercice, une assemblée générale a été réunie le 29 avril 2010.

3.2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se compose de 20 membres : 5 administrateurs représentant les consommateurs, 14 administrateurs représentant le secteur du voyage et 1 personne siégeant pour le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (sans droit de vote).

Les administrateurs sont élus parmi les membres de l'assemblée générale. Leur mandat a une durée de 4 ans. Les dernières élections se sont déroulées le 24 avril 2008.

Le conseil d'administration se compose des personnes suivantes :

collège C

- pour Arcopar : Stefan Domen et Ilse Poels
- pour Test-Achats : Hans De Coninck, William Decoster et Anne Moriau

collège T

- pour l'ABTO : Veerle De Boeck et Geert Van de Velde
- pour la BTO : Bernard Tuyttens et Erik Van Hoornyck
- pour la FBAA : Rudy Fransen et Yves Mannaerts
- pour TRAVEL UNION : Alain Kisiel et Sophie Roggeman
- pour l'UPAV : Marie Lebrun et Alain Varenne
- pour la VVR : Bart De Baere et Walter Raspoet
- Administrateurs supplémentaires : Karel De Meulemeester et Dirk Van Holsbeke (remplacé par Pieter-Jan Pollentier, le 16/12/10)

Représentant du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie : M. Allardin

Parmi les sujets importants sur lesquels le conseil d'administration s'est penché et qui sont en partie également abordés ailleurs dans ce rapport, on retient :

- la gestion financière de la Commission de Litiges Voyages
- la procédure de Conciliation
- la gestion du personnel

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a été convoqué 4 fois.

RÉUNIONS	2010	2009	2008
Conseil d'Administration	5 fois (25/02/10, 29/04/10, 24/06/10, 23/09/10, 16/12/10)	4 fois (12/03/09, 14/05/09, 24/09/09, 17/12/09)	5 fois (21/02/08, 24/04/08, 19/06/08, 11/09/08, 18/12/08)
Assemblée Générale	1 fois 29/04/10	1 fois 14/05/09	1 fois 24/04/08

3.3. LE BUREAU

Le Bureau, qui se réunit tous les deux mois, est choisi par le conseil d'administration. Le président et les deux vice-présidents en font partie de plein droit.

Anne Moriau (présidente)
Veerle De Boeck (vice-présidente)
Walter Raspoet (vice-président)
Sophie Sterckx (secrétaire général)

3.4. LE SECRÉTARIAT

Le secrétariat est conjointement avec le bureau, l'organe exécutif de l'association. Depuis septembre 1997, Sophie Sterckx assume la fonction de Secrétaire général. Celle-ci est engagée par le conseil d'administration, et est assistée par Robbie Cordonnier depuis le 1^{er} février 2008. Outre leurs fonctions au sein du secrétariat, Sophie Sterckx et Robbie Cordonnier s'occupent également de la cellule « conciliation »

Le secrétariat prépare tous les dossiers, en assure le suivi et donne des explications par téléphone et par écrit sur la procédure à suivre. Il assure également le greffe des collèges arbitraux, l'administration de l'asbl, etc.

4. FINANCES

Le financement de la Commission de Litiges Voyages comporte 4 volets et se présentait, en 2010, comme suit :

1. cotisations de membre des associations professionnelles et des organisations de consommateurs dont le montant est fixé chaque année par le conseil d'administration.
2. contributions par les requérants : ceux-ci ont payé une garantie pour faire traiter leur dossier par le collège arbitral (10 % de ce qu'ils réclament, avec un minimum de 100 EUR). Cette somme fait partie de la décision arbitrale et est mise à charge de la partie perdante.
3. contributions par les défendeurs : ceux-ci ont payé un montant forfaitaire par cause perdue. Ce montant s'élève à 100 EUR pour les membres des différentes associations professionnelles (voir point 1 : page 6) et à 225 EUR pour les non-membres.
4. contributions par les pouvoirs publics :
 - Le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie met deux bureaux et différents locaux (salles de réunion) à la disposition de la Commission et supporte une partie des frais généraux (frais pour l'utilisation du fax, du téléphone, frais de photocopie, d'envoi...). Le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie détache également une personne au secrétariat et accorde annuellement un subside de 15.000 EUR.
 - Le Service public Fédéral Justice accorde également à la Commission un subside maximum de 25.000 EUR – dont le montant précis dépend du résultat de l'année – pour la procédure d'arbitrage et un subside de 15.000 EUR pour la procédure de conciliation.

Les cotisations sont essentielles au fonctionnement de la Commission de Litiges Voyages. Cette dernière demande le maintien d'une aide continue de la part de l'Etat, qu'elle soit financière ou autre. Cette demande se justifie puisque l'option politique actuelle choisie va dans le sens d'un règlement des litiges plus rapide et plus simple, répondant aux besoins des consommateurs.

La Commission de Litiges Voyages dépose chaque année ses comptes annuels au greffe du tribunal de commerce.

PARTIE II

ARBITRAGE

1. MÉTHODE

1.1. COMPÉTENCE

On ne peut saisir la Commission de Litiges Voyages que si le contrat de voyage le prévoit explicitement, ou si, après la naissance du litige, un compromis arbitral est signé entre les parties, en vertu duquel la Commission de Litiges Voyages est désignée comme instance compétente.

- Si l'organisateur de voyage applique les conditions générales de voyage de la Commission de Litiges Voyages, celle-ci est compétente. Les conditions générales de l'organisateur se trouvent dans la brochure qui présente la destination choisie.
- De même, si l'intermédiaire de voyages applique les conditions générales de la Commission de Litiges Voyages, celle-ci est compétente pour intervenir dans un litige avec cet intermédiaire. Les conditions de l'intermédiaire se trouvent généralement au dos du bon de commande de celui-ci.

Il importe toutefois que le client respecte certains délais avant de saisir la Commission de Litiges Voyages d'un litige :

- 1) Le plaignant doit porter plainte sur place (si possible) et confirmer sa plainte par lettre recommandée (à l'organisateur et/ou intermédiaire de voyages) dans un délai d'un mois à partir de son retour de voyage ou à partir de la date de départ prévue, si le voyage n'a pas eu lieu (voir article 16 des conditions générales de voyage).
- 2) De retour de voyage, le voyageur doit tout mettre en oeuvre pour obtenir un règlement amiable avec la (ou les) partie(s) concernée(s). Si la plainte ne peut être réglée à l'amiable, dans une période de 4 mois à partir de la fin (prévue) du voyage (ou éventuellement à partir de la prestation qui a donné lieu au litige) il devient possible de saisir la Commission de Litiges Voyages. Ces dispositions figurent à l'article 18 des conditions générales de voyages.

Même si toutes les conditions sont remplies, il reste encore des cas pour lesquels la Commission de Litiges Voyages n'est pas compétente. Par exemple : si le litige concerne des dommages corporels, si elle concerne une assurance de voyage ou d'assistance non-incluse, en cas de litiges non-contractuels, etc.

1.2. FONCTIONNEMENT/PROCÉDURE

Le fonctionnement de l'asbl Commission de Litiges Voyages et de son collège arbitral est décrit dans le règlement de litiges. Celui-ci offre une protection juridique à toutes les parties, et est en outre simple et facile à suivre. La brochure d'information qui l'accompagne explique le règlement à l'aide d'exemples.

Lorsqu'une partie souhaite avoir recours à la Commission de Litiges Voyages, il lui suffit d'envoyer une lettre expliquant l'objet du litige et le moment où celui-ci est apparu. Le secrétariat de la Commission de Litiges Voyages lui transmettra une brochure d'information, le règlement de litiges ainsi qu'un formulaire qui est la demande formelle d'arbitrage.

La partie qui, après lecture de ces différentes informations, décide d'entamer une procédure, est tenue de renvoyer le questionnaire correctement complété et signé et de prévenir la partie adverse de manière appropriée pouvant servir de preuve. Elle doit également payer une garantie qui correspond à 10 % de l'indemnisation qu'elle demande, en tenant compte d'un minimum de 100 EUR. Une fois le dossier complet, le secrétariat communique la date de l'audience à toutes les parties concernées.

En ce qui concerne les montants revendiqués à partir de 1.250 euros, chaque partie adverse a le droit de refuser une procédure d'arbitrage en envoyant une lettre recommandée au demandeur. Elle dispose pour cela d'un délai de 10 jours civils à dater de la réception de la lettre du plaignant signalant l'ouverture d'un dossier à la Commission de Litiges Voyages (preuve de réception faisant foi : lettre recommandée avec accusé de réception, accusé de réception de mail, ...). Le refus éventuel de la procédure d'arbitrage devra également être mentionné au secrétariat de la Commission de Litiges Voyages. Dans ce cas, le litige devra alors être traité par le tribunal ordinaire. En dessous de 1.250 euros, seul le voyageur aura la possibilité de refuser la procédure d'arbitrage.

A partir de ce moment, les parties disposent d'un délai d'un mois pour envoyer leur dossier en plusieurs exemplaires (en fonction du dossier) à la Commission de Litiges Voyages. Après réception, le secrétariat échange ces dossiers entre les différentes parties.

La partie défenderesse a 1 mois pour introduire des conclusions. La partie requérante peut y réagir, le défendeur ayant à son tour le droit de formuler une contre-réponse.

Après cette procédure écrite, les parties sont invitées à l'audience où elles auront l'occasion d'exposer oralement leurs points de vue. Finalement, le collège arbitral rend une sentence.

La procédure intégrale figure dans le règlement de litiges et est détaillée dans la brochure d'information de la Commission de Litiges Voyages.

2. LE COLLÈGE ARBITRAL

Le collège arbitral siège au sein de l'asbl Commission de Litiges Voyages et traite les litiges relatifs aux voyages en respectant le règlement de litiges.

Il est composé de façon paritaire et compte 1 ou 2 représentants du secteur de voyages et autant de représentants des consommateurs. Le collège arbitral est présidé par une personne juriste indépendante.

En 2010, les collèges arbitraux se composaient des personnes suivantes :

Présidents :

Monsieur Jean Carlier
Maître Joël Chapelier
Maître Olivier Dugardyn
Maître Inge Geers
Monsieur Jacques Godefroid
Maître Claire Nimal
Monsieur Joseph Schils
Maître Jos Speybrouck
Monsieur Gerrit Van der Wiele

Arbitres qui ont représenté les organisations de consommateurs:

Coene Geert, De Bie Nico, De Coninck Hans, Delefortrie Pierre, Domen Stefan, Evrard Anne-Lise, Fasseel Ann, Koelman Caroline, Kowalsky France, Moriau Anne, Mosselmans Peter, Nauwelaers Isabelle, Pinkert Jacques, Poels Ilse et Van Neck Koen.

Arbitres qui ont représenté le secteur des voyages :

Dauwe Michèle, De Baere Bart, De Boeck Veerle, De Craemer Lieven, De Jaeger Roger, Feneau Laurence, Hamende Sébastien, Kisiel Alain, Lebrun Marie, Londers Klaartje, Margodt Ronny, Pollentier Pieter-Jan, Roland Alain, Van Eeckhout Antoon, Van Steen Jan et Varenne Alain.

Pendant cette année 2010, le collège arbitral a siégé 15 fois (24 en 2009 et 23 en 2008), pour trancher 85 litiges (152 en 2009 et 127 en 2008). 5,7 dossiers en moyenne étaient traités par audience (6,3 dossiers en 2009 et 5,5 dossiers en 2008). Pour de plus amples informations sur l'arbitrage, voir point 8.

Les chiffres formulés dans ce présent rapport ne reflètent pas le nombre de litiges réellement formulés en 2010. En effet, toute une série de facteurs peuvent influencer le nombre de dossiers fixés en audience : volume du travail au secrétariat, retard de fixation, rattrapage de ce retard... Une augmentation ou une diminution du nombre de dossiers traités n'implique donc pas forcément que le secteur de voyage a rencontré plus ou moins de problèmes.

3. CONTACTS AVEC LA COMMISSION

3.1. LE COURRIER

En 2010, le secrétariat de la Commission de Litiges Voyages a reçu un total de 540 lettres (612 en 2009 et 839 2008), une diminution d'environ 11,7 %.

Au 31 décembre 2010 la procédure a été entamée dans 82 dossiers (environ 15,2 %) (contre 90 cas ou 14,7 % en 2009). Les requérants ont renvoyé le formulaire et payé la garantie.

Au cours de 2011, ce chiffre va certainement augmenter. En effet, les requérants ayant déposé leur dossier sans avoir entrepris une tentative d'arrangement à l'amiable ou ceux qui ont envoyé leur dossier au cours des dernières semaines de l'année ont encore la possibilité d'entamer la procédure.

Parmi les 82 dossiers, 30 dossiers ont déjà été traités en 2010
4 accords à l'amiable ont été conclus.
Les autres dossiers seront traités en 2011 par le collège arbitral.

3.1.1 LES DEMANDES D'INFORMATION

Parmi les 540 lettres reçues, 8 lettres ne concernaient qu'une demande d'information.
Il s'agissait souvent de voyageurs qui voulaient obtenir des informations sur la procédure à suivre et souhaitaient recevoir une brochure d'information.

Les 532 lettres restantes étaient des litiges. Toutes ces lettres ne conduiront pas à une procédure : certains plaignants arrivent à un accord à l'amiable avec la partie adverse et la procédure ne doit donc pas être entamée.

3.1.2 LES DOSSIERS IRRECEVABLES

Enfin, un certain nombre de lettres concernent un litige mais ne sont pas (ou plus) recevables par la Commission. En effet, la brochure explique clairement la compétence de la Commission et met les plaignants en garde contre les affaires prescrites ou les litiges pour dommages corporels, etc. Quant il s'agit de cas semblables, la majorité des plaignants ne renvoient pas la requête d'arbitrage.

3.2. LES APPELS TÉLÉPHONIQUES

Cette année, la Commission de Litiges Voyages a reçu entre 10 et 20 appels téléphoniques par jour (en moyenne).

Le secrétariat ne peut donner que des informations quant à la procédure à suivre et à la compétence de la Commission de Litiges Voyages. En tant qu'instance objective, celle-ci ne peut donner des conseils juridiques sur le bien-fondé du litige, sur le montant de la garantie, sur la fiabilité d'une entreprise,...

Si nécessaire, le secrétariat renvoie les consommateurs à des instances habilitées à répondre à toutes ces questions, telles que les associations de consommateurs, les services d'aide juridique, les associations professionnelles, le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et les avocats.

4. L'ARBITRAGE EN 2010

4.1. EN GÉNÉRAL

En 2010, le secrétariat a fixé 95 dossiers en audience. Sur ces 95 dossiers, 8 ont été réglés à l'amiable et 2 ont été reportés.

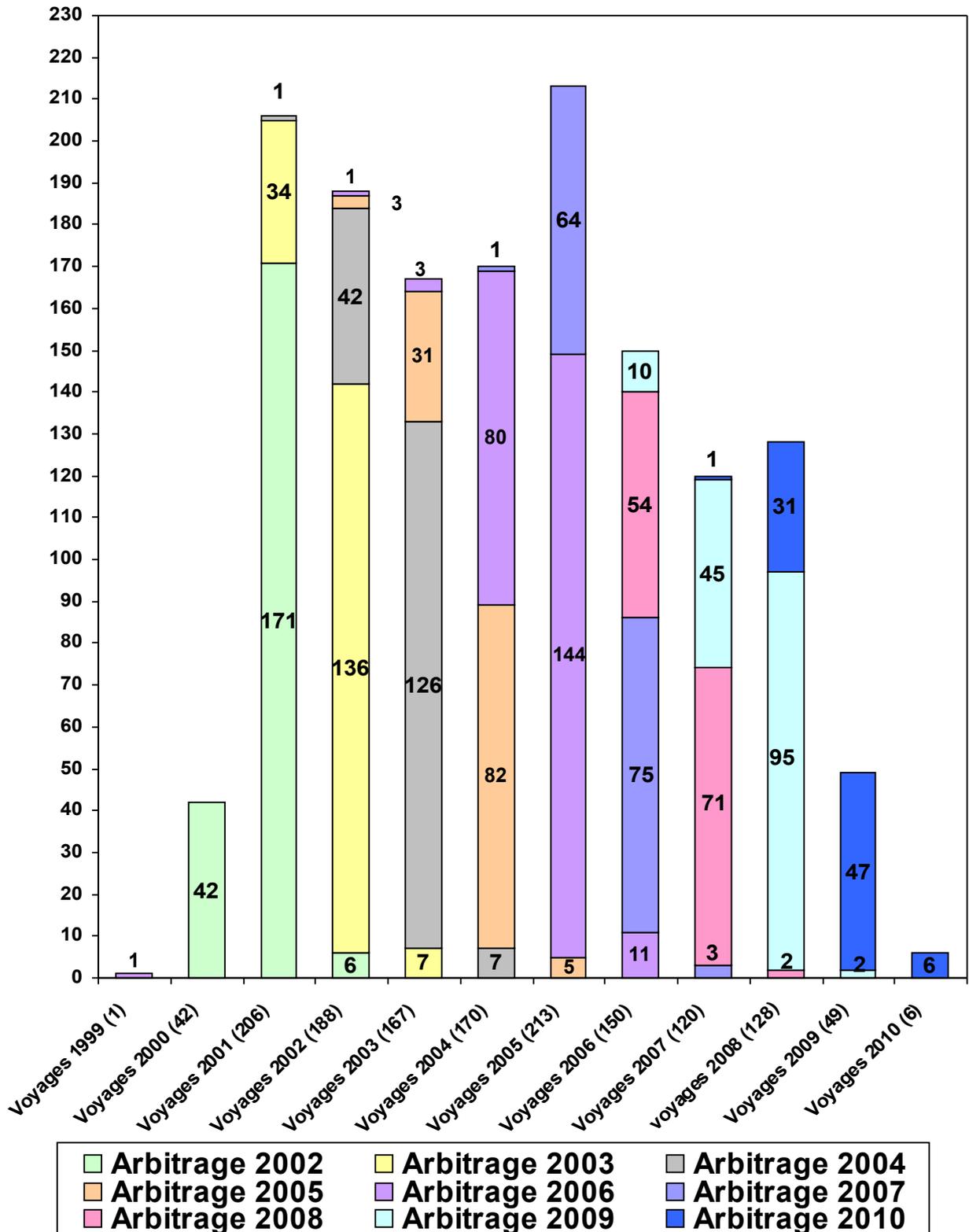
Le collège arbitral a traité 85 dossiers (contre 152 en 2009) : 27 dossiers entamés en 2010, 51 dossiers entamés en 2009 et 7 dossiers entamés en 2008. A cet effet, le collège arbitral s'est réuni 15 fois. Il a traité en moyenne 5,7 dossiers par séance.

Le Collège arbitral a siégé 14 fois avec 4 arbitres et 1 fois avec 2 arbitres, sous la présidence d'un président indépendant.

Au cours de l'année 2010, il y a eu 10 audiences francophones où 55 dossiers ont été traités et 5 audiences néerlandophones où 30 dossiers ont été traités. La proportion des dossiers en arbitrage est de 65/35.

	2010	2009	2008
Nombre total de dossiers en arbitrage	85 (27 dossiers entamés en 2010, 51 dossiers entamés en 2009 et 7 dossiers entamés en 2008)	152 (2 dossiers entamés en 2009, 95 dossiers entamés en 2008, 45 dossiers entamés en 2007 et 10 dossiers entamés en 2006)	127 (34 dossiers entamés en 2008, 84 dossiers entamés en 2007 et 9 dossiers entamés en 2006)
- Francophones	55 (65 %)	73 (48 %)	49 (38,6 %)
- Néerlandophones	30 (35 %)	79 (52 %)	78 (61,4 %)
Nombre total de séances	15	24	23
- Francophones	10	11	10
- Néerlandophones	5	13	13
Nombre en moyenne par séance	5,7	6,3	5,5

Les litiges concernant un voyage d'une certaine année ne sont pas toujours introduits lors de la même année auprès de la Commission de Litiges Voyages, ni traités par le collège arbitral lors de cette même année. Pour vous en donner une idée, vous trouvez ci-dessous un aperçu des litiges par année de voyage.



4.2. NATURE DES LITIGES TRAITÉS EN 2010

Les chiffres repris ci-dessous concernent les 85 dossiers qui ont été traités en audience en 2010.

	2010		2009	
Nombre de dossiers en arbitrage	85		152	
NATURE DES LITIGES				
Qualité du séjour	36	42,4 %	49	32,2 %
Retards/changement transport	9	10,6 %	52	34,2 %
Au moins 2 éléments de litige (voir détail ci-dessous)	8	9,4 %	7	4,6 %
Excursions/ circuits	7	8,2 %	11	7,2 %
Annulation	5	5,9 %	13	8,6 %
- par l'organisateur	2		2	
- par le voyageur	3		11	
Conclusion du contrat	5	5,9 %		
Carte d'identité/visa	4	4,7 %	5	3,3 %
Surréservation	3	3,5 %	1	0,7 %
Autres			14	9,2 %
- Bagage	3	3,5 %		
- Location voiture/bateau/ski	2	2,4 %		
- Divers	3	3,5 %		

Dossiers concernant « Plus de deux éléments de litige » :

<u>Type des différents litiges</u>	<u>Nombre</u>
Retards/changement transport Qualité du séjour	4
Retards/changement transport Excursions/ circuits	2
Qualité du séjour Location Voiture/Bateau/Ski	2
Total	8

4.2.1. QUALITÉ DU SÉJOUR

En 2010, la plupart des litiges, à savoir 36 dossier, soit 42,4 % (49 dossiers ou 32,2 % en 2009) concernaient la qualité du séjour offert et l'environnement : l'hôtel, le bungalow ou l'appartement ne s'avéraient pas si attrayants que décrits dans la brochure.

Les litiges qui reviennent le plus souvent sont : absence d'animation, repas médiocres, chambres sales, travaux dans l'hôtel, pas le type de chambre demandé, nuisance sonore, plage sâle, infrastructure ne correspond pas avec le nombre d'étoile demandé...

4.2.2. RETARDS OU MODIFICATIONS DE TRANSPORT

En 2010, la Commission de Litiges Voyages a reçu 9 dossiers, soit 10,6 % des cas (52 dossiers ou 34,2 % en 2009) relatifs au transport. Cela comprend les retards et/ou changements d'heures de départ/retour - ce qui était souvent considéré comme une réduction de la durée du séjour et parfois comme une perte de certaines excursions, de repas, ou d'autres services - ou les plaintes sur le manque d'assistance.

4.2.3. AU MOINS 2 ÉLÉMENTS DE LITIGES

Dans 9,4 % des cas ou dans 8 dossiers (7 dossiers ou 4,6 % en 2009), les voyageurs se plaignaient d'au moins deux aspects du voyage : transport, hébergement, accompagnement, animation, excursions,... Les voyageurs reprochent à l'organisateur de voyages un manque complet d'organisation.

Dans ces dossiers, toute une série de litiges moins importantes ont abouti à un mécontentement total. En général, il s'agit d'une combinaison de retards de vol, de qualité du séjour, de surréservation, de mauvais repas, d'hôtesse peu aimables...

4.2.4. EXCURSIONS, CIRCUITS GUIDES

En 2010, la Commission de Litiges Voyages a reçu 7 litiges, c.à.d. 8,2 % (11 dossiers ou 7,2 % en 2009) relatifs aux excursions et aux circuits guidés. Ces litiges portaient le plus souvent sur les visites trop courtes ou sur l'absence de visite de certaines curiosités prévues dans le programme. D'autres litiges avaient trait au guide, qui manquait d'expérience, ne maîtrisait pas suffisamment la langue, n'avait pas une bonne connaissance des sites, manquait d'autorité,...

4.2.5. ANNULATION

Dans 5,9 % des cas (contre 8,6 % en 2009), le litige portait sur un problème d'annulation. Dans 2 dossiers traités (2 dossiers en 2009) l'organisateur de voyages avait annulé le voyage ; dans 3 autres dossiers (11 dossiers en 2009) il s'agissait du voyageur lui-même.

Les intermédiaires peuvent également avoir recours à la Commission de Litiges Voyages en vue de réclamer le paiement de factures non acquittées. Au cours de l'année 2010, aucune affaire de ce genre n'a été traitée.

4.2.6. CONCLUSION DU CONTRAT

5 dossiers, soit 5,9 %, concernaient un problème lors de la conclusion du contrat (réservation rapide, destination/données erronée,...). Les consommateurs se plaignent d'un manque d'information quant à la possibilité de résilier le contrat quand un élément essentiel de celui-ci n'a pas été pris en compte ou le droit à une alternative.

4.2.7. CARTE D'IDENTITÉ ET VISA

Dans 4 dossiers, c.à.d. 4,7 % (contre 5 dossiers ou 3,3 % en 2009), les voyageurs ont rencontré un problème de documents d'identité. Soit ils ne possédaient pas de carte d'identité valable pour pouvoir voyager (en cas de voyageurs étrangers), soit la période de validité de leur carte d'identité n'était pas assez longue, soit ils ne disposaient pas des documents nécessaires pour se rendre à leur destination...

4.2.8. SURRÉSERVATION

En cas de surréservation, il arrive que le voyageur soit logé dans un autre hôtel que celui qu'il avait réservé initialement. La Commission de Litiges Voyages a reçu 3 litiges en 2010, soit 3,5 % des cas (contre 0,7 % en 2009).

4.2.9. AUTRES

8 dossiers, ou 9,4 % (14 ou 9,2 % en 2009) ne sont à classer sous aucune des rubriques précédentes. Il s'agit par exemple de problèmes de location de voiture/bateau, de perte/dégâts de bagages, de conditions météorologiques (ouragan), de supplément de carburant, de hausse du cour du dollar, ...

4.3. RÉPARTITION LINGUISTIQUE

55 (65 %) des dossiers traités par la Commission étaient en français et 30 (35 %) étaient en néerlandais. En 2009 cette proportion était de 52/48.

4.4. DOSSIERS TRANSFRONTALIERS

En 2010, la Commission a traité 5 dossiers transfrontaliers : deux voyageurs Français, un voyageur luxembourgeois et deux voyageurs des Pays-Bas ont choisi de réserver leur voyage par un intermédiaire belge, ou ayant son siège social en Belgique.

4.5. AVOCATS

Malgré le fait que cela ne soit pas obligatoire, 14 demandeurs (30 en 2009) ont choisi de confier leur dossier à un avocat. 22 avocats (63 en 2009) se sont chargés des intérêts d'un intermédiaire et/ou d'un organisateur de voyages.

4.6. SENTENCES

Au total, les indemnisations attribuées en 2010 s'élevaient à 43.376,26 EUR.

30 dossiers ont été rejetés, soit 35,3 % du nombre total de dossiers en arbitrage (36,2 %, soit 55 affaires en 2009). Dans 1 de ces dossiers, la Commission de litiges Voyages n'était pas compétente (car il n'y avait pas de compromis arbitral). Deux dossiers étaient prescrits. Dans 6 dossiers, le Collège Arbitral a estimé que la proposition de la partie défenderesse était satisfaisante. Dans les 21 autres dossiers (voir ci-dessous), le collège arbitral n'a pas donné suite aux demandes, les litiges s'étant avérées non fondés, et les frais de procédure (garantie) sont restés à charge du demandeur. On peut en déduire que les organisateurs de voyages et les intermédiaires de voyages ont tiré leçon des sentences prononcées antérieurement par la Commission de Litiges Voyages. En effet, dans nombre de cas, ils proposent déjà dans la période de conciliation un dédommagement raisonnable (avant l'intervention de la Commission de Litiges Voyages).

Raisons du rejet	2010
La partie adverse n'est pas responsable	11
Il n'y a pas de preuve dans le dossier	5
Le plaignant n'a pas mis la bonne partie à la cause	4
La prestation litigieuse ne fait pas partie du contrat	1
Total	21

Dans les 55 dossiers non déboutés, le collège arbitral a accordé 43.376,26 EUR (69.115,81 EUR en 2009), ce qui représente 788,66 EUR par dossier (712,53 EUR en 2009).

Dans 15 des 55 cas, soit dans 27,3 % des cas (15,5 % en 2009), le collège arbitral a décidé de répartir les frais entre le demandeur et le défendeur. Il s'avérait que le demandeur avait bien un motif pour porter plainte, mais que l'indemnisation demandée était manifestement exagérée. Car en effet, au plus la demande en réparation est importante, au plus les frais de procédure (garantie) sont élevés. Le collège arbitral estime que le défendeur ne doit pas être puni pour une demande exagérée du demandeur.

	2010	2009	2008
Nombre total des dossiers traités	85	152	127
Nombre de dossier contre le voyageur	0	1	1
Nombre total des voyageurs	258	427	367
Nombre moyen de voyageurs par dossier	3	2,8	2,9
Nombre de dossiers rejetés	30 (35,3 %)	55 (36,2 %)	38 (29,9 %)
Nombre de dossiers pour lesquels le collège a attribué une indemnisation.	55 (64,7 %)	97 (63,8 %)	89 (70,1 %)
Montant moyen attribué par dossier	788,66 EUR	712,53 EUR	663,27 EUR
Montant moyen attribué par voyageur	246,45 EUR	259, 83 EUR	227,04 EUR

PARTIE III

PROCEDURE DE CONCILIATION

1. INSTAURATION

Avec l'appui du Ministre de la Justice et dans le cadre d'un projet pilote temporaire, une cellule conciliation a été créée au sein de l'asbl Commission de Litiges Voyages, dans le but d'essayer de régler à l'amiable, le plus rapidement possible, un certain nombre de litiges voyages.

Le projet pilote a démarré officiellement le 1^{er} octobre 2004. Il devait initialement s'achever le 30 juin 2005 mais a finalement été prorogé jusqu'en octobre 2005. Depuis, une cellule conciliation permanente a vu le jour au sein de l'asbl Commission de Litiges Voyages.

2. OBJET

Cette procédure simple de Médiation-Conciliation repose sur un accord volontaire entre le voyageur et l'intermédiaire de voyages et/ou l'organisateur de voyages de soumettre leur litige contractuel à un tiers-conciliateur indépendant et impartial en vue de chercher à atteindre, avec son aide et dans un dialogue mutuel, une solution amiable et équitable.

3. COMPÉTENCE

En principe, tout conflit contractuel ou litige relatif à (l'exécution ou non d') un voyage, réservé auprès d'un intermédiaire de voyages et/ou un organisateur de voyages belge qui adhère(nt) aux conditions générales de la Commission de Litiges Voyages., entre en ligne de compte pour une Conciliation, à la condition naturellement que les parties impliquées aient marqué leur accord avec celle-ci par écrit. Le secrétariat de la cellule conciliation dispose à cette fin d'un formulaire spécial (accord de conciliation).

Il est à noter que certains **délais** doivent être respectés avant que la Commission puisse intervenir.

Les parties concernées ne peuvent convenir de soumettre leur conflit ou litige à la cellule conciliation de l'asbl Commission de Litiges Voyages que si le litige n'a pu être résolu à l'amiable sur place, ni juste après leur retour de voyage. Le voyageur doit accorder à la partie adverse suffisamment de temps pour examiner la plainte et prendre contact avec des représentants ou fournisseurs éventuels à l'étranger. Dans la pratique, la procédure de conciliation ne pourra donc généralement être lancée qu'au bout de un à trois mois après le voyage.

Il est à noter que le délai de prescription prévu par la loi est interrompu (ou "suspendu") pour 6 mois à compter de la date de la signature de l'accord de conciliation par toutes les parties à la cause,. Cette interruption peut être prolongée de 6 mois supplémentaires uniquement si toutes les parties à la cause marquent expressément leur accord.

4. CARACTÉRISTIQUES

Rapide

Cette procédure est plus rapide qu'une procédure d'arbitrage et qu'une procédure devant les tribunaux ordinaires. Il est évident que la durée de la procédure dépend principalement du bon vouloir de chacune des parties en cause.

Bon marché

Chacune des parties doit payer des frais de procédure qui s'élèvent à 50 €. Ce montant est à majorer de la TVA pour les intermédiaires de voyages et les organisateurs de voyages. Ces frais de procédure ne sont pas remboursables mais peuvent être pris en compte dans la négociation et être inclus dans l'accord final.

Volontaire

Cette procédure repose sur la collaboration volontaire de 2 ou 3 parties impliquées (le voyageur, l'intermédiaire de voyages et/ou l'organisateur de voyages). Pour que la procédure puisse être entamée, chaque partie doit donner son accord.

Informelle, souple et simple

Cette procédure vise une simplicité et souplesse maximale; c'est la raison pour laquelle les contacts entre le secrétariat et les parties, ainsi qu'entre le conciliateur et les parties, s'effectueront, autant que faire se peut, par téléphone, par e-mail ou par courrier simple. Une réunion sera organisée uniquement si le conciliateur l'estime nécessaire.

Pour les dossiers traités en 2010, aucune réunion de la sorte n'a été nécessaire.

Dans la pratique, l'e-mail semble l'instrument le plus important.

Confidentielle

Une des caractéristiques essentielles d'une conciliation est la confidentialité de celle-ci. Le caractère confidentiel des discussions, négociations, propositions, concessions éventuelles, etc. augmente en effet les chances de parvenir à un règlement à l'amiable équitable. Les parties impliquées ainsi que le conciliateur, le secrétariat, et les éventuels experts s'engagent à faire preuve d'une rigoureuse discrétion sur tout ce qui se dit verbalement ou par écrit pendant la conciliation.

Indépendance et impartialité

Les conciliateurs ont été choisis parmi les présidents du collège arbitral les plus expérimentés. Ils sont donc des juristes indépendants et spécialisés qui mettent leur connaissance et leur expérience au service des parties en cause afin de trouver un terrain d'entente. De plus la procédure de conciliation reste tout à fait séparée de la procédure d'arbitrage.

La réussite dépend de la loyauté et du bon sens des personnes impliquées

Pour accroître les chances de conciliation, les parties impliquées s'engagent à collaborer avec le conciliateur en toute loyauté, avec ouverture d'esprit, d'une manière souple, raisonnable et positive pour tenter d'aboutir à un règlement amiable équitable.

5. PROCÉDURE

Compte tenu du caractère simple, informel et souple d'une telle Conciliation, les règles de procédure sont réduites au minimum, tout en respectant la législation existante et les principes généraux du droit et recommandations de la Commission Européenne.

La procédure figure dans le règlement et est détaillée dans la brochure d'information. Ces documents peuvent être obtenus sur simple demande au secrétariat de la cellule Conciliation.

5.1 PREMIER CONTACT

Aussi bien le voyageur que l'organisateur de voyages ou l'intermédiaire de voyages peut introduire une demande de conciliation.

Lors de cette requête, orale ou écrite, le secrétariat prend les renseignements nécessaires concernant le litige et les parties en cause.

Après avoir recueilli ces renseignements, le secrétariat envoie directement la brochure d'information, le règlement et « un accord de conciliation » à la personne qui a introduit la requête.

5.2 L'ACCORD DE CONCILIATION

Dès réception de l'accord signé par le demandeur, le secrétariat prend ensuite contact avec la(les) partie(s) adverse(s), et lui (leur) envoie le règlement et la brochure d'information ainsi que l'"accord de conciliation" signée par le demandeur. Si la (les) partie(s) adverse(s) accepte(nt) la procédure de conciliation, elle(s) sera(ont) priée(s) de compléter, signer et renvoyer le formulaire. En plus de l'accord de conciliation, il sera demandé aux parties de fournir au secrétariat les principales pièces du dossier de la plainte (bon de commande, contrat de voyage, facture ou confirmation du voyage, extrait de la brochure de vacances, correspondance principale), avec un inventaire et un résumé de la plainte.

Si la ou les parties adverses du demandeur refusent la procédure de conciliation, le secrétariat avertit la partie qui a introduit la requête du refus de la ou des autres parties en cause. La partie qui avait demandé la conciliation peut alors, si elle le désire, introduire un recours en arbitrage afin que le litige soit tranché et qu'une sentence soit rendue.

Si 3 parties sont concernées par le litige et qu'une d'entre elles refuse de participer à la conciliation, la procédure peut se poursuivre avec les 2 autres parties à condition que toutes les deux soient d'accord de continuer la procédure sans la troisième partie.

5.3 LE PAIEMENT DES FRAIS

Lorsque le secrétariat reçoit l'« accord de conciliation » signé par toutes les parties, il communique le nom du médiateur et envoie à chacune d'elles la facture pour le paiement des frais de procédure. Ces frais s'élèvent à 50 € non remboursables pour chacune des parties en cause. Pour les intermédiaires de voyages et les organisateurs de voyages, ce montant doit être majoré de la TVA. Le secrétariat communique ensuite, le plus rapidement possible, les pièces et l'accord de conciliation au conciliateur.

5.4 LE CONCILIEUR

Le secrétariat envoie ensuite le plus vite possible ces pièces ainsi que l'accord de conciliation au conciliateur. Celui-ci les lit attentivement et prend connaissance du dossier afin de pouvoir donner son refus ou son acceptation de la conciliation.

En effet, s'il apparaît clairement qu'un accord à l'amiable ne sera pas possible ou qu'un élément du dossier empêche la Commission des Litiges Voyages de pouvoir intervenir dans ce litige, le conciliateur refusera la procédure de conciliation. Les frais de procédure sont alors remboursés intégralement.

5.5 LA NÉGOCIATION

Si le conciliateur accepte de traiter le dossier, il contacte le plus rapidement possible les parties concernées afin de décider avec elles de la manière dont se poursuivra la procédure, d'une date d'une éventuelle rencontre, des délais qu'il faudra respecter ...

Il entame alors le dialogue d'abord individuellement avec chacune des parties et ensuite entre les parties concernées.

Lors de ces échanges, le conciliateur met à disposition des parties ses connaissances de juriste et son expérience dans le secteur touristique afin de les guider vers un accord qui satisfasse toutes les parties. Le rôle actif du conciliateur, son indépendance, la confidentialité de la procédure sont autant d'éléments supplémentaires qui encouragent les parties à trouver le plus rapidement possible une solution. Le fait qu'un conciliateur accompagne les parties tout au long de cette procédure jusqu'à l'accord final permet que les souhaits et les intérêts de chacun soient respectés.

Chacune des parties ainsi que le conciliateur peut à tout moment décider de mettre un terme à la procédure de conciliation. Cette cessation est confirmée par le conciliateur ou le secrétariat qui informe alors les parties concernées.

5.6 L'ACCORD FINAL

Lorsque les parties arrivent à un accord à l'amiable, cet accord est mis par écrit dans un document appelé « accord de transaction ». Ce document est rédigé sous le contrôle du conciliateur ou directement par lui. Cet accord signé et daté est obligatoire et définitif. Le secrétariat et le conciliateur veillent à la bonne et rapide exécution de cet accord.

Si malheureusement la conciliation venait à échouer ou était arrêtée, toutes les informations utilisées ou échangées lors de la procédure sont confidentielles et ne peuvent donc plus être utilisées. Les dossiers sont alors restitués aux parties et les documents issus de la conciliation sont détruits. Les parties gardent le droit d'entamer une procédure d'arbitrage à la Commission de Litiges Voyages ou devant les tribunaux traditionnels.

6. FINANCEMENT

En 2010, le financement de la cellule se présentait comme suit :

1/ Chacune des parties en cause (voyageur, intermédiaire de voyages et/ou organisateur de voyages) paie des frais de participation s'élevant à 50 €. Pour les intermédiaires de voyages et les organisateurs de voyages, ce montant doit être majoré de la TVA.

Malheureusement, ce montant ne reflète pas le coût réel de la procédure.

2/ Pour assurer la viabilité de ce projet, le Service Public Fédéral Justice a octroyé à la Commission de Litiges Voyages 15 000 € de subsides.

La Commission de Litiges Voyages demande le maintien d'une aide continue de la part des Autorités, qu'elle soit financière ou autre. Cette demande semble répondre, dans le contexte actuel d'un règlement des litiges plus rapide et plus simple, aux besoins des consommateurs contemporains.

7. RÉSULTATS POUR L'ANNÉE 2010

Au total, 292 lettres et/ou e-mails ont été reçus en 2010 (cfr. 480 en 2009). 122 lettres étaient en français et 170 en néerlandais.

Parmi ceux-ci, on retrouve

- 72 dossiers pour lesquels le plaignant a demandé en 2010 d'entamer une procédure de conciliation¹
 - 62 demandes ont été introduites par les voyageurs
 - 10 demandes ont été introduites par les organisateurs de voyages

Au cours de l'année 2010 la cellule conciliation a traité 153 dossiers² (cfr. 219 en 2009) - 75 dossiers francophones (soit 49 %) et 78 dossiers néerlandophones (soit 51 %) :

- 37 ont été refusées car l'autre partie en litige n'a pas voulu participer à la conciliation
- 8 n'avaient pas encore obtenu de réponse au 31 décembre 2010.
- 17 dossiers ont été stoppés (le plus souvent suite à un accord à l'amiable entre les parties)
- 91 demandes ont été acceptées³ - 43 dossiers francophones (soit 47 %) et 48 dossiers néerlandophones (soit 53 %) :
 - 57 dossiers terminés (52 en 2008) :
 - 51 ont abouti à un accord de transaction
 - 6 se sont soldés par un échec
 - 29 dossiers encore en traitement chez le conciliateur au 31 décembre 2010
 - Les autres 5 dossiers n'ont pas pu être traités en 2010⁴ mais seront probablement traités en 2011.

¹ Après réception des informations, les voyageurs ont décidé d'entamer une procédure de conciliation et on renvoyé la fiche d'information. Sur base de cette fiche, le secrétariat prendra contact avec la partie adverse afin de savoir si elle accepte ou non la procédure de conciliation.

² 72 dossiers ouverts en 2010 + 67 dossiers ouverts en 2009 + 14 dossiers ouverts en 2008.

³ Dossiers pour lesquels le secrétariat a obtenu une réponse favorable de la partie adverse dont 25 dossiers ouverts en 2010, 54 dossiers ouverts en 2009, 12 dossiers ouverts en 2008.

⁴ Soit parce que l'accord de conciliation n'a pas encore été signé ou le paiement de frais pas encore effectué.